

F. 2000 — 2613

[C — 2000/31336]

**20 JUILLET 2000. — Arrêté 2000/775 du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux cours de formation
dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le Décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par Décret de l'Assemblée de la Commission de la Communauté française du 18 décembre 1995, notamment l'article 5, 6°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 mars 1999;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2000;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des Classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise, les apprentis et les stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives aux cours dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions communes

Article 1^{er}. L'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé l'Institut, agréé le cours et le cycle de cours qui satisfont aux conditions générales fixées dans le présent arrêté et aux objectifs fondamentaux de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 2. Pour l'application de l'article 1^{er}, il faut entendre par "cours" les cours visés aux articles 14 et 40 qui sont organisés durant une année de formation.

Par cycle de cours, il faut entendre les cours visés aux articles 14 et 40 organisés durant une ou plusieurs années de formation au terme de laquelle ou desquelles une évaluation de fin d'apprentissage ou de fin de formation de chef d'entreprise est organisée.

Art. 3. Les Centres de formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommés "Centres", organisent les cours visés dans le présent arrêté.

Art. 4. Pour l'agrément des cours professionnels visés aux articles 14 et 40, des cours intégrés visés aux mêmes articles et des cours de langues visés aux articles 23 et 51, conformes aux dispositions du présent arrêté, entrent en compte les facteurs suivants :

1° si la formation a pour objet une profession susceptible de concerner un nombre restreint d'entreprises, l'Institut fixe la liste de ces professions;

2° le caractère cyclique ou non du cours, à savoir dont les années de cours s'organisent successivement.

Art. 5. En cas de fusion de deux ou plusieurs Centres de formation avec maintien de leurs activités dans plusieurs lieux de formation appelés "sites", une globalisation des effectifs peut être décidée par l'Institut, après concertation avec le Centre, à condition que :

1° les dispositions des articles 31, 32, 61 et 62 restent d'application pour chaque site;

2° le nombre moyen d'auditeurs par classe n'excède pas les maxima prévus aux articles 34 et 64, calculés séparément par site, à concurrence de :

a) 10 % pour les cours professionnels ou intégrés visés aux articles 14 et 40;

b) 20 % pour les cours de connaissances générales ou de gestion visés aux articles 14 et 40.

Art. 6. L'Institut coordonne les activités pédagogiques du réseau en donnant l'impulsion nécessaire et en développant toute initiative à cette fin.

L'Institut fixe la localisation des cours en concertation avec les Centres.

Les Centres sont tenus de se conformer aux décisions de l'Institut prises lors de ces réunions de concertation.

Art. 7. Un cours regroupe exclusivement les auditeurs d'une même année de formation.

Par dérogation à l'alinéa premier, moyennant décision favorable de l'Institut, les auditeurs inscrits dans une même section peuvent être regroupés dans un même cours à condition que :

1° cette mesure ne porte pas préjudice à l'enseignement de la matière;

2° le nombre d'heures de cours exigé par l'article 2, alinéa 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire soit respecté;

3° le cours concerné se rapporte à une profession visée à l'article 4. 1°.

Art. 8. Une période probatoire d'une durée de six semaines maximum prenant fin — sauf dérogation de l'Institut — au plus tard le 31 octobre, est imposée avant tout agrément de cours. Celle-ci comporte au maximum :

1° soit trente-deux heures de cours généraux visés à l'article 14 ou de gestion visés à l'article 40 et 32 heures de cours professionnels visés aux mêmes articles;

2° soit 64 heures de cours intégrés visés aux articles 14 et 40.

L'Institut agrée les cours qui répondent aux conditions d'effectifs, fixées aux chapitres IX, dans les quinze jours qui suivent la période probatoire visée à l'alinéa 1^{er}.

Les cours sont agréés jusqu'à la fin du semestre en cours.

Dans le courant du mois de janvier, l'Institut vérifie si les conditions d'effectifs sont toujours réunies.

Lorsqu'un Centre maintient l'organisation d'un cours qui ne correspond plus aux conditions d'effectifs, l'agrément de celui-ci est maintenu jusqu'à la fin de l'année de formation ainsi que le paiement des formateurs; les subventions forfaitaires par heure de cours prévues au règlement financier de l'Institut sont supprimées.

Art. 9. Le candidat pour lequel aucun cours oral de connaissances professionnelles n'est organisé, peut bénéficier d'une aide pédagogique organisée par le Centre ou le formateur en entreprise, sous la coordination de l'Institut, à condition que le nombre d'heures de cours exigé par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 précitée soit respecté.

Art. 10. Les cours sont donnés par des formateurs qui satisfont aux conditions de recrutement fixées par l'Institut. L'agrément du formateur par l'Institut est l'une des conditions auxquelles l'agrément des cours est subordonné.

L'Institut peut prendre une décision de non-agrément d'un cours lorsque le ou les formateurs de ce cours font l'objet de rapports défavorables de l'Institut.

Art. 11. L'Institut peut modifier les programmes de base, les cours qui y correspondent et leur organisation, lorsque ces modifications ont pour but de promouvoir des innovations pédagogiques, techniques ou de s'intégrer soit dans les programmes de formation de l'Union Européenne, soit dans les programmes à dimension transnationale.

Art. 12. Les programmes visés aux articles 16 et 42 sont élaborés de manière à établir une corrélation étroite entre les formations théoriques et pratiques.

Art. 13. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours homogènes et des cours à distance.

Un cours homogène est un cours de connaissances générales visé à l'article 14 ou de gestion visé à l'article 40 qui rassemble un groupe d'auditeurs inscrits dans des formations concernant des professions relevant d'un même secteur professionnel.

L'Institut arrête la liste de ces cours homogènes.

Un cours à distance est un cours qui s'adresse à des auditeurs qui suivent un programme sans la présence continue d'un formateur et qui se donne essentiellement en dehors du Centre de formation.

Ces cours doivent être conformes aux programmes de formation élaborés par l'Institut.

TITRE II. — Formation en apprentissage

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 14. Les cours en apprentissage se répartissent en cours de formation générale appelés "cours généraux" et cours de formation professionnelle appelés "cours professionnels".

Ces cours peuvent, pour certaines professions dont la liste est fixée par l'Institut, être réunis en un seul cours appelé cours "intégré".

Les cours peuvent être complétés, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, par les cours visés aux chapitres IV à VIII du présent titre.

Art. 15. Les cours doivent être conformes aux programmes de formation élaborés par l'Institut.

CHAPITRE II. — Programmes

Art. 16. Le programme de formation générale porte sur les matières nécessaires à l'acquisition de savoir, de savoir-faire et d'attitudes favorisant l'éducation et le développement de la personnalité.

Le programme de formation professionnelle porte sur les matières nécessaires à l'acquisition de savoir, de savoir-faire et d'attitudes nécessaires à l'exercice de la profession choisie et complète la formation pratique en entreprise.

L'Institut organise ses programmes en vue de l'aménagement de passerelles vers d'autres réseaux de formation.

Art. 17. L'Institut peut scinder ses programmes en différents modules qui sont capitalisables afin de :

1° pouvoir valoriser les éventuels acquis antérieurs à l'apprentissage;

2° faciliter les réorientations professionnelles ou scolaires.

CHAPITRE III. — Auditeurs

Art. 18. § 1^{er} Est admis aux cours :

1° l'apprenti engagé dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par l'Institut;

2° l'auditeur qui remplit les conditions suivantes :

a) avoir satisfait à l'obligation scolaire à temps plein;

b) apprendre en entreprise la pratique d'une profession indépendante figurant sur la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'un contrat d'apprentissage;

c) répondre aux conditions de formation antérieure exigées pour conclure un contrat d'apprentissage dans la profession choisie.

§ 2. L'inscription aux cours a lieu du 1^{er} août au 31 décembre.

Art. 19. § 1^{er}. L'auditeur visé à l'article 18, § 1^{er}, 1° ou son représentant légal choisit le(s) centre(s) où il suivra les cours.

§ 2. Conformément au plan de formation global visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatifs au plan de formation dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le centre inscrit l'auditeur aux cours appropriés.

Lorsqu'il s'agit d'un auditeur visé à l'article 18 § 1^{er}, 1°, le Centre informe le délégué à la tutelle et l'Institut de toute modification ultérieure à l'inscription.

Les cours et les activités organisés dans le cadre de la formation sont obligatoires.

L'Institut contrôle la fréquentation des cours par l'auditeur.

Art. 20. Conformément au principe des unités capitalisables visé à l'article 17, l'auditeur peut suivre soit les cours de connaissances générales, soit les cours de connaissances professionnelles, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, à condition que le nombre d'heures de cours exigé par l'article 2, alinéa 2 de la loi du 29 juin 1983 précitée soit respecté.

CHAPITRE IV. — *Cours de remédiation*

Art. 21. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours de remédiation.

Les cours de remédiation ont pour objectifs :

1° de combler les lacunes qui handicapent l'auditeur dans l'apprentissage des connaissances générales prévues au programme en tenant compte du rythme d'apprentissage de celui-ci;

2° d'aider l'auditeur à surmonter les difficultés qui peuvent survenir en cours de formation.

Art. 22. Les cours de remédiation sont organisés conformément aux dispositions des articles 35, 37 et 38 du présent arrêté et aux directives de l'Institut.

CHAPITRE V. — *Cours de langues*

Art. 23. L'Institut peut agréer des cours de langues qui répondent à des nécessités d'ordre technique, économique ou qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'échange, de mobilité, de partenariat ou d'action communautaire.

Par cours de langues, il faut entendre un cours de connaissances de base d'une langue autre que la langue maternelle.

Art. 24. L'auditeur visé à l'article 18 est admis aux cours de langues.

CHAPITRE VI. — *Cours complémentaires*

Art. 25. Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, l'Institut peut agréer des cours complémentaires de pratique professionnelle.

L'Institut fixe les conditions auxquelles ces cours doivent satisfaire pour pouvoir être agréés et subventionnés et les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

CHAPITRE VII. — *Cours à option*

Art. 26. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours à option. Les cours à option sont des cours facultatifs qui répondent à des besoins spécifiques d'ordre pédagogique, économique ou technique.

L'Institut fixe les conditions d'agrément et de subventionnement de ces cours et les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

CHAPITRE VIII. — *Accueil, orientation et remise à niveau*

Art. 27. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours d'accueil, d'orientation et de remise à niveau. 1°

Les "séances d'accueil" sont des cours visant à informer l'apprenti ou le candidat-apprenti de la spécificité de la formation dispensée au sein du réseau, de même que des objectifs poursuivis en cours de formation ou encore de la finalité de celle-ci.

2° Les "séances d'orientation" sont des cours visant à conceptualiser les attentes de l'apprenti ou du candidat-apprenti en matière de formation ou de choix professionnel. Ces séances d'orientation peuvent revêtir plusieurs formes : organisation de tests, entretiens ou encore mises en situation professionnelle.

La "remise à niveau" consiste en des cours qui visent à pallier certaines carences par rapport aux pré-requis exigés pour rentrer en apprentissage. Ils sont dispensés aux candidats en vue de les préparer à la fréquentation des cours en apprentissage.

Les cours d'accueil et de remise à niveau peuvent être rendus obligatoires par l'Institut pour l'apprenti qui a conclu un premier contrat d'apprentissage de 3 ans durant le premier semestre de l'année civile.

Art. 28. Ces cours de remise à niveau se scindent en différents modules. Selon les lacunes constatées, le Centre détermine le ou les modules à suivre par l'apprenti.

Art. 29. Chaque module doit être suivi par 8 auditeurs au moins.

CHAPITRE IX. — *Organisation des cours*

Art. 30. Pour être agréés, les cours généraux doivent compter au minimum 12 auditeurs au sens de l'article 35.

Art. 31. En cas d'organisation pour la première fois, d'un cycle de cours ou en cas d'organisation d'un cycle de cours après une interruption de deux ans minimum, l'agrément de la première année de cours est subordonné au respect de la condition suivante :

— 8 auditeurs au minimum pour les cours professionnels, intégrés et les cours de langues.

Art. 32. En cas de cycles de cours organisés l'année précédente, l'agrément des cours est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° pour les cours professionnels ou intégrés : 4 auditeurs au minimum par année;

2° pour les cours de langues, le nombre minimum d'auditeurs est le suivant :

a) 1re année : 8 auditeurs;

b) 2e année : 6 auditeurs;

c) 3e année : 4 auditeurs.

Art. 33. En cas de cours organisés l'année précédente, il est possible de déroger :

1° aux conditions visées à l'article 32, 1° pendant une durée maximale d'un an pour autant que chaque année de cours comporte au moins 4 auditeurs.

Cette dérogation ne pourra être à nouveau accordée, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation.

La disposition de l'article 31 sera appliquée à l'année de formation suivant celle qui a fait l'objet de la dérogation.

2° aux conditions visées à l'article 32, 1° en année terminale.

Cette dérogation ne pourra être accordée à nouveau, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation.

La disposition de l'article 31 sera appliquée à l'année de formation suivant celle qui a fait l'objet de la dérogation.

Art. 34. § 1^{er}. L'auditoire d'une même année de cours peut être divisé, en tenant compte des nécessités pédagogiques, comme suit :

1° pour les cours généraux organisés par un Centre, sauf dérogation accordée par l'Institut conformément à l'article 5 du présent arrêté :

Nombre d'apprentis	Nombre max. de classes
21	2
41	3
61	4

Lorsque l'auditoire comprend plus de 61 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 apprentis supplémentaires.

2° pour les cours de remédiation :

Nombre d'apprentis : 12

Nombre max. de classes : 2

Lorsque l'auditoire comprend plus de 12 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 8 apprentis supplémentaires.

3° pour les cours professionnels, cours intégrés, cours de langues dispensés :

a) en classe normale :

Nombre d'apprentis : 21

Nombre max. de classes : 2

Lorsque l'auditoire comprend plus de 21 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 apprentis supplémentaires.

b) en classe-atelier :

Nombre d'apprentis : 18

Nombre max. de classes : 2

Lorsque l'auditoire comprend plus de 18 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 17 apprentis supplémentaires.

§ 2. La division des auditoires est autorisée jusqu'au 31 janvier.

§ 3. L'Institut peut déroger aux conditions fixées au § 1^{er}, en admettant un nombre inférieur d'auditeurs par classe :

1° lorsque le bon déroulement pédagogique des cours le nécessite;

2° lorsqu'il s'agit de leçons de pratique démonstrative dans les cours professionnels conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut;

3° lorsqu'il s'agit de cours de langues dans une même profession ou groupe de professions;

4° lorsqu'il s'agit de programmes de formation comprenant des matières à option.

Art. 35. Pour l'application des dispositions mentionnées aux articles 29 à 34, il est tenu compte de l'auditeur inscrit conformément aux articles 18 et 19 et qui a été présent au cours, au moins une fois sur deux, à dater du jour où il a commencé à suivre les cours.

Est également pris en considération, l'auditeur absent pour un motif qui selon la législation sociale justifie l'absence au travail.

Art. 36. L'auditoire des cours professionnels est composé des auditeurs d'une même profession.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le nombre d'auditeurs d'une profession n'est pas suffisant pour former un auditoire satisfaisant aux conditions fixées aux articles 29 et 31 à 34, l'Institut peut agréer des cours pour les auditeurs de deux ou plusieurs professions (dites apparentées) présentant des matières communes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le programme de deux ou plusieurs professions présente, pour une même année de formation déterminée, des matières communes, l'Institut peut agréer des cours comprenant une matière commune et des matières propres à chacune des professions.

Art. 37. § 1^{er}. Le nombre d'heures de cours généraux, professionnels et la répartition de ces heures par matière et par année sont fixés par l'Institut, en tenant compte des nécessités pédagogiques, ainsi que de l'organisation traditionnelle des cours, de la manière suivante :

1° Cours généraux :

1^{re} année : 180 heures;

2^e et 3^e années : 120 heures minimum par année;

2° Cours professionnels :

1^{re} année : 180 heures;

2^e et 3^e années : 120 heures minimum par année;

3° Cours intégrés :

1^{ère} année : 360 heures;

2^e et 3^e années : 240 heures minimum par année;

4° Cours de langues : au maximum 32 heures par année;

5° Cours de médiation :

a) en 1^{re} année de formation, au maximum :

32 heures en français et 32 heures en mathématiques;

b) en 2^e et 3^e années, au maximum :

16 heures en français et 16 heures en mathématiques.

§ 2. L'Institut peut déroger aux dispositions visées au § 1^{er} en raison de la spécificité et du degré de technicité de la profession ou du groupe de professions faisant l'objet du cours, ainsi qu'en raison des nécessités pédagogiques.

§ 3. Pour les programmes des cours à option, des cours complémentaires, des cours d'accueil, d'orientation et de remise à niveau, le nombre d'heures est fixé par l'Institut.

Art. 38. Les cours obligatoires sont organisés pendant la journée et se terminent au plus tard à 18 heures, sauf dérogation accordée par l'Institut.

Art. 39. Le Centre conserve les données relatives aux auditeurs soumis à l'obligation scolaire jusqu'à la délivrance du certificat.

TITRE III. — Formation de chef d'entreprise

CHAPITRE I. — Dispositions générales

Art. 40. Les cours en formation de chef d'entreprise se répartissent en cours de connaissances de gestion appelés "cours de gestion" et cours de connaissances professionnelles appelés "cours professionnels".

Les cours de gestion et les cours professionnels peuvent être réunis en un seul cours appelé cours "intégré". L'Institut fixe la liste des professions pour lesquelles des cours intégrés peuvent être organisés.

Les cours peuvent être complétés, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, par d'autres cours visés aux chapitres IV à VIII du présent titre.

Art. 41. Les cours doivent être conformes aux programmes de formation élaborés par l'Institut.

CHAPITRE II. — Programmes

Art. 42. Le programme de gestion porte sur toutes les matières afférentes au management d'une petite ou moyenne entreprise, qu'elles soient d'ordre technique, commercial, financier ou administratif.

Le programme de formation professionnelle porte sur les connaissances théoriques nécessaires à l'exercice d'une activité indépendante et à la gestion d'une PME dans la profession choisie. Il complète la formation pratique professionnelle.

Les programmes sont, à tout le moins, conformes aux réglementations conditionnant l'exercice des professions.

Art. 43. L'Institut peut scinder ses programmes en différents modules qui sont capitalisables afin de :

1° pouvoir valoriser les éventuels acquis antérieurs à la formation de chef d'entreprise;

2° faciliter la réorientation professionnelle ou scolaire de l'auditeur;

3° permettre à l'auditeur de planifier dans le temps sa formation y compris étaler certains cours "théoriques" sur une durée fixée par l'Institut.

CHAPITRE III. — Auditeurs

Art. 44. § 1^{er}. Est admis aux cours, l'auditeur qui satisfait à l'obligation scolaire et qui répond à l'une des conditions de formation antérieure ci-après :

1° être titulaire d'un certificat d'apprentissage;

2° être titulaire du certificat de l'enseignement secondaire inférieur ou du certificat de l'enseignement secondaire du second degré dans les sections générale, technique ou artistique;

3° être titulaire du certificat de réussite de l'enseignement secondaire du troisième degré de l'enseignement professionnel et, dans ce cas, être en possession du certificat de qualification;

4° être titulaire d'une attestation de réussite de la partie de l'examen de fin d'apprentissage portant sur la formation générale pour autant que les dispositions du plan de formation le permettent. Ces auditeurs ne peuvent suivre que la formation à la gestion;

5° être titulaire d'une attestation de réussite des épreuves de connaissances générales et professionnelles en apprentissage pour autant que le plan de formation le permette. L'auditeur est admissible en première année de la formation de chef d'entreprise. Il n'est admis en deuxième année qu'après avoir réussi l'épreuve pratique de fin de formation en apprentissage.

§ 2. Les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur de l'enseignement professionnel délivré avant 1998 sont considérés comme répondant aux conditions d'admission fixées au § 1^{er}.

§ 3. L'apprenti qui a échoué aux épreuves de connaissances générales n'est pas admis en formation de chef d'entreprise.

§ 4. Le Centre apprécie, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, s'il convient de satisfaire à la demande de l'auditeur qui souhaite s'inscrire pour la troisième fois dans la même année de formation.

Art. 45. L'Institut organise un examen pour l'auditeur qui ne répond pas à l'une des conditions visées à l'article 44. Le Centre communique la liste de ces auditeurs à l'Institut.

L'inscription aux cours est subordonnée à la réussite de l'examen visé à l'alinéa premier.

Art. 46. Le chef d'entreprise ou l'indépendant en activité au moment de l'inscription aux cours est dispensé de répondre aux conditions fixées par l'article 44.

Le chef d'entreprise ou l'indépendant ayant exercé son activité durant au moins un an, dans les 5 années précédant son admission aux cours, est dispensé de répondre aux conditions fixées à l'article 44.

Art. 47. L'admission aux cours est autorisée jusqu'au 31 octobre à condition qu'elle ait lieu dans les six premières semaines de cours sauf :

1° en cas de force majeure appréciée par le Centre, moyennant accord de l'Institut;

2° lorsque l'auditeur a introduit un recours contre une décision de refus d'inscription notifiée par le Centre au plus tard le 31 octobre. Dans ce cas, l'Institut doit statuer dans un délai d'un mois à dater de l'introduction du recours et en informer tant le Centre que l'intéressé. Passé ce délai, l'inscription sera considérée valable.

Art. 48. Moyennant l'accord de l'Institut, le Centre peut dispenser l'auditeur n'ayant pas conclu de convention de stage, de suivre tout ou partie d'un ou de plusieurs cours, s'il prouve une connaissance suffisante de la matière concernée.

Pour l'auditeur ayant conclu une convention de stage, le plan de formation précise les cours à suivre conformément à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatifs au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 49. Le Ministre peut, sur avis ou sur proposition motivée de l'Institut, modifier les conditions d'admission visées à l'article 44 pour certaines professions ou groupes de professions.

Dans ce cas, les articles 45 et 46 ne sont pas d'application.

Art. 50. Suivant le principe des unités capitalisables visé à l'article 43, l'auditeur peut être inscrit soit aux cours de gestion, soit aux cours professionnels selon les conditions et modalités fixées par l'Institut.

CHAPITRE IV. — *Cours de langues*

Art. 51. L'Institut peut agréer des cours de langues définis à l'article 23 lorsque ceux-ci répondent à des nécessités d'ordre pédagogique, technique, économique ou s'ils s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'échange, de mobilité, de partenariat ou d'action communautaire.

Est admis aux cours de langue :

1° l'auditeur des cours de formation de chef d'entreprise;

2° le titulaire d'une attestation de réussite de cours de formation de chef d'entreprise ou d'un diplôme de chef d'entreprise;

3° le chef d'entreprise établi et ses proches collaborateurs.

CHAPITRE V. — *Cours complémentaires*

Art. 52. Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, l'Institut peut agréer des cours complémentaires de pratique professionnelle.

L'Institut fixe non seulement les conditions auxquelles ces cours doivent satisfaire pour pouvoir être agréés et subventionnés mais aussi les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

Les auditeurs admis aux cours de formation de chef d'entreprise de certaines professions peuvent également participer aux cours complémentaires de pratique professionnelle.

CHAPITRE VI. — *Cours à option*

Art. 53. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours à option. Les cours à option sont des cours professionnels facultatifs qui répondent à des besoins spécifiques d'ordre pédagogique, économique ou technique.

L'Institut fixe les conditions auxquelles les cours à options doivent répondre pour pouvoir être agréés et subventionnés ainsi que les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

CHAPITRE VII. — *Cours d'adaptation*

Art. 54. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours d'adaptation.

Les cours d'adaptation s'adressent aux auditeurs de première chef d'entreprise de connaissances de gestion ou de connaissances professionnelles relatives aux professions intellectuelles de prestataires de service.

Ils ont pour objectifs de pallier les lacunes et d'aider l'auditeur à surmonter les difficultés d'assimilation.

Les cours d'adaptation peuvent être scindés en différents modules auxquels l'auditeur s'inscrit en fonction des lacunes constatées.

Chaque module est suivi par six auditeurs au moins. Ces cours sont organisés parallèlement ou préalablement aux cours de la première année de chef d'entreprise.

Art. 55. L'Institut détermine le programme, le contenu des cours d'adaptation et arrête leurs modalités d'organisation.

CHAPITRE VIII. — *Année préparatoire*

Art. 56. L'Institut peut agréer des cours professionnels, appelés cours préparatoires, entre autres pour les candidats stagiaires, dont le plan de formation prévoit une année supplémentaire en application de l'article 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Les cours préparatoires visent à donner à ces candidats les connaissances professionnelles nécessaires pour pouvoir suivre ultérieurement les cours de formation de chef d'entreprise.

Art. 57. Le programme des cours préparatoires est élaboré par l'Institut. Il se fonde notamment sur les matières prévues aux programmes de connaissances professionnelles des deuxième et troisième années d'apprentissage.

Art. 58. L'Institut fixe les conditions auxquelles les cours préparatoires doivent satisfaire pour pouvoir être agréés et subventionnés ainsi que les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés. Ils doivent compter au minimum 6 auditeurs.

CHAPITRE IX. — *Organisation des cours*

Art. 59. Les cours de formation de chef d'entreprise débutent entre le 1^{er} septembre et le 15 octobre au plus tard, sauf dérogation accordée préalablement par l'Institut.

Art. 60. Pour être agréés, les cours de gestion doivent compter au minimum 12 auditeurs au sens de l'article 65.

Art. 61. En cas d'organisation, pour la première fois, d'un cycle de cours ou en cas d'organisation d'un cycle de cours après une interruption de deux ans minimum, l'agrément de la première année de cours professionnels, de cours intégrés ou de cours de langues est subordonné au respect de la condition suivante :

— 10 auditeurs au minimum.

L'Institut peut déroger à ce nombre sans pour autant descendre en dessous de six auditeurs.

Art. 62. En cas de cycles de cours déjà organisés l'année précédente, l'agrément des cours est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° Cours professionnels et cours intégrés dont la durée est de deux ans :

— 1^{re} année : 8 auditeurs au minimum;

— 2^e année : 4 auditeurs au minimum.

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, les années distinctes peuvent être maintenues, à condition que l'effectif global de ces deux années soit atteint avec un minimum de 6 auditeurs en première année.

2° Cours professionnels et cours intégrés dont la durée du cycle est de 3 ans

— 1^{re} année : 10 auditeurs au minimum;

— 2^e année : 6 auditeurs au minimum;

— 3^e année : 4 auditeurs au minimum.

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, les années distinctes peuvent être maintenues à condition que l'effectif global de ces années soit atteint avec un minimum de 9 en première année et de 4, au moins, dans chacune des autres années.

3° En cas de cycle d'un an, le cours sera agréé à condition qu'il compte au minimum 8 auditeurs.

4° Cours de langues

— 1^{re} année : 8 auditeurs au minimum;

— 2^e année : 6 auditeurs au minimum;

— 3^e année : 6 auditeurs au minimum.

Art. 63. En cas de cours organisé l'année précédente, il est possible de déroger :

1° aux conditions visées à l'article 62, pendant une durée maximale d'un an, pour autant que chaque année de cours comporte au moins 4 auditeurs.

Cette dérogation ne pourra être à nouveau accordée, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation;

2° aux conditions visées à l'article 62 en année terminale.

Cette dérogation ne pourra être accordée à nouveau, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation.

La disposition de l'article 61 sera appliquée à l'année de formation suivant celle qui a fait l'objet de la dérogation.

Art. 64. § 1^{er}. L'auditoire d'une même année de cours peut être divisé, en tenant compte des nécessités pédagogiques, de la manière suivante :

1° Cours de gestion organisés par un Centre, quelle que soit leur localisation, sauf dérogation accordée par l'Institut, conformément à l'article 5 du présent arrêté :

Nombre d'auditeurs 1re année de gestion et 2e année de gestion homogène	Deuxième année de gestion	Nombre maximum de classes
21	31	2
41	56	3
61	81	4

Lorsque l'auditoire de première année de gestion ou de la deuxième année de gestion homogène comprend plus de 61 auditeurs, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 auditeurs supplémentaires.

Lorsque l'auditoire de deuxième année de gestion comprend plus de 81 auditeurs, le nombre de classes augmente d'un unité par groupe de 25 auditeurs supplémentaires.

2° Cours professionnels, cours intégrés, cours de langues dispensés :

a) en classe normale :

Nombre d'auditeurs : 21;

Nombre max. de classes : 2.

Lorsque l'auditoire comprend plus de 21 auditeurs, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 auditeurs supplémentaires.

b) exclusivement en classe-atelier :

Nombre d'auditeurs : 18;

Nombre max. de classes : 2.

Lorsque l'auditoire comprend plus de 18 auditeurs, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 17 auditeurs supplémentaires.

§ 2. La division des auditoires est autorisée jusqu'à la fin de la période probatoire visée à l'article 8, sauf dérogation accordée par l'Institut.

§ 3. L'Institut peut déroger au § 1^{er} en admettant un nombre inférieur d'auditeurs par classe :

1° lorsqu'il s'agit de cours professionnels ou intégrés dont les auditeurs ont conclu une convention de stage;

2° lorsque le bon déroulement pédagogique des cours le nécessite;

3° lorsqu'il s'agit de leçons de pratique démonstrative dans les cours professionnels, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut;

4° lorsqu'il s'agit de cours de langues dans une même profession ou groupe de professions;

5° lorsqu'il s'agit de programmes de formation comprenant des matières à option.

Art. 65. Pour l'application des dispositions mentionnées aux articles 54, 58 et 60 à 64, il est tenu compte des auditeurs régulièrement inscrits conformément aux articles 44 à 47 et 49 qui ont été présents aux cours, au moins une fois sur deux, à dater du jour où ils ont commencé à suivre les cours.

Est également pris en considération, l'auditeur absent pour un motif qui selon la législation sociale justifie l'absence au travail.

Art. 66. L'auditoire des cours professionnels est composé des auditeurs d'une même profession.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le nombre d'auditeurs d'une profession n'est pas suffisant pour former un auditoire répondant aux conditions fixées aux articles 61 à 64, l'Institut peut agréer des cours pour les auditeurs de deux ou plusieurs professions (dites apparentées) présentant des matières communes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans la même hypothèse, si le programme de deux ou plusieurs professions présente, pour une même année de formation déterminée, des matières communes à chacune d'elles, l'Institut peut agréer des cours comprenant une matière commune et des matières propres à chacune des professions.

Art. 67. § 1^{er}. Le nombre d'heures de cours de gestion et de cours professionnels de même que la répartition de ces heures par matière et par année sont fixés par l'Institut, en tenant compte des nécessités pédagogiques, ainsi que de l'organisation traditionnelle des cours, de la manière suivante :

1° Cours de gestion :

a) 1re année : 128 heures;

b) 2e année : 128 heures;

2° Cours de connaissances professionnelles : 128 heures par année;

3° Cours intégrés : 256 heures par année;

4° Cours de langues : maximum de 96 heures par année.

§ 2. L'Institut peut déroger aux dispositions visées au § 1^{er} en raison de la spécificité et du degré de technicité de la profession ou du groupe de professions faisant l'objet du cours, ainsi qu'en raison de nécessités pédagogiques.

§ 3. Une formation de chef d'entreprise d'un an est également possible.

§ 4. Le nombre d'heures des programmes de cours à option, des cours complémentaires, des cours d'adaptation et de l'année préparatoire, est fixé par l'Institut.

CHAPITRE X. — *Organisation des cours accélérés*

Art. 68. § 1^{er}. En fonction des nécessités définies au § 2, l'Institut peut agréer des cours accélérés de gestion et des cours accélérés pour les formations concernant les professions intellectuelles de prestataires de service.

Ils se fondent sur les programmes déterminés à l'article 42.

§ 2. Les cours accélérés doivent répondre à des nécessités d'ordre pédagogique, technique, économique ou législatif.

§ 3. Lorsqu'ils font partie des formations pour lesquelles la pratique est suffisamment appréhendée par les cours eux-mêmes et, notamment, lorsqu'ils s'intègrent dans les programmes de formation de l'Union européenne, les cours professionnels peuvent être dispensés, moyennant l'accord de l'Institut, sous la forme de cours accélérés.

§ 4. Les auditeurs qui justifient une pratique professionnelle antérieure, exigée pour l'exercice d'une profession réglementée, sont admis à suivre ces cours accélérés.

Art. 69. Les cours accélérés sont organisés sur une période de trois mois au minimum. Le volume d'heures par programme ne peut être inférieur à celui fixé à l'article 67.

Art. 70. L'auditeur inscrit à une formation accélérée organisée en application de l'article 68, doit répondre aux conditions d'admission visées à l'article 44.

Art. 71. Dès l'ouverture d'une formation accélérée, le Centre transmet à l'Institut, l'horaire de cours.

Pour être agréés, les cours accélérés doivent répondre aux conditions fixées aux articles 60 à 64.

Si, après 8 heures de cours, l'effectif n'est pas atteint, il est mis fin au cours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Institut peut déroger à ces conditions lorsqu'il s'agit de formations organisées en application de l'article 68 § 3.

Art. 72. Une période probatoire couvrant les 28 premières heures de cours est prévue. Le Centre ne peut admettre un auditeur au-delà de cette période probatoire.

Art. 73. L'auditoire d'une session de cours accélérés peut être divisé selon les normes définies à l'article 64.

Cette division ne peut se faire après la période probatoire visée à l'article 72.

Art. 74. Après la période probatoire visée à l'article 72, les cours accélérés sont agréés jusqu'à leur terme.

L'agrément a lieu dans la semaine qui suit l'expiration de la période probatoire.

Art. 75. Pour l'application des dispositions visées aux articles 71 et 73, il est tenu compte des auditeurs régulièrement inscrits qui ont été présents aux cours au moins deux fois sur trois durant la période probatoire fixée à l'article 72, à dater du jour où les cours ont débuté.

Art. 76. Les cours accélérés de gestion sont organisés à intervalles de quatre semaines.

Art. 77. Pour l'application des dispositions de l'article 73, les auditeurs fréquentant les cours accélérés ne peuvent être globalisés avec les auditeurs visés à l'article 64.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 78. L'Institut fixe les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 79. L'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 octobre 1991 relatif aux cours de formation dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 80. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 81. Le Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège de la Commission communautaire française

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

VERTALING

N. 2000 — 2613

[C — 2000/31336]

**20 JULI 2000. — Besluit 2000/775 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de cursussen voor opleiding
in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap, welk de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie toewijst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd door het Decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op artikel 5, 6°;

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gegeven op 18 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 17 juli 2000;

Overwegende dat het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", de Centra voor permanente vorming voor de Middenstand, de leersecretarissen, de ondernemingshoofden, de leerlingen en de stagiairs dwingend de nieuwe bepalingen betreffende de cursussen in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het begin van het volgende opleidingsjaar, vastgelegd op 1 september 2000, moeten kennen;

Overwegende dat het besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk bekendgemaakt moet worden en in werking moet treden;

Op de voordracht van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de professionele en permanente vorming voor de Middenstand behoort,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. Het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", hierna "het Instituut" benoemd, erkent de cursussen en de cursussencycli, welke aan de in dit besluit vastgelegde algemene voorwaarden en aan de fundamentele doelstellingen van de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen voldoen.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 1, wordt verstaan onder "cursussen" : de cursussen bedoeld in art. 14 en 40, welke tijdens een opleidingsjaar georganiseerd worden.

Onder "cursussencycli" wordt verstaan : de cursussen bedoeld in artikelen 14 en 40, welke tijdens één of meerdere opleidingsjaren georganiseerd worden, aan het einde waarvan een evaluatie einde leertijd of einde ondernemersopleiding georganiseerd wordt.

Art. 3. De Centra voor permanente vorming, hieronder "de Centra" genoemd, organiseren de cursussen bedoeld in dit besluit.

Art. 4. Voor het erkennen van de cursussen beroepskennis bedoeld in de artikelen 14 en 40, van de geïntegreerde cursussen bedoeld in dezelfde artikelen en van de taalcursussen bedoeld in de artikelen 23 en 51, welke met de bepalingen van dit besluit overeenkomen, komen volgende factoren in aanmerking :

1° indien de opleiding betrekking heeft op een beroep, waar alleen een beperkt aantal ondernemingen betrokken zouden kunnen zijn, bepaalt het Instituut de lijst van deze beroepen;

2° het eventueel cyclische karakter van de cursus, namelijk waar de cursusjaren achtereenvolgens georganiseerd worden.

Art. 5. In het geval van fusie van twee of meerdere Centra, met behoud van hun activiteiten op meerdere opleidingsplaatsen, kan een globalisering van de effectieven door het Instituut, na overleg met het Centrum, besloten worden, op voorwaarde dat :

1° de bepalingen van de artikelen 31, 32, 61 en 62 van toepassing blijven voor elke opleidingsplaats;

2° het gemiddelde aantal cursisten per klas de in de artikelen 34 en 64 voorziene, per opleidingsplaats afzonderlijk berekende maxima niet overschrijdt :

a) met meer dan 10 p.c. voor de cursussen beroepskennis of de geïntegreerde cursussen bedoeld in de artikelen 14 en 40;

b) met meer dan 20 p.c. voor de cursussen algemene kennis of beheerskennis bedoeld in de artikelen 14 en 40.

Art. 6. Het Instituut coördineert de pedagogische activiteiten van het netwerk : het geeft daarbij de nodige impulsen en ontwikkelt alle initiatieven met dat doel.

Het Instituut bepaalt de lokalisatie van de cursussen in overleg met de Centra.

De Centra zijn verplicht om zich aan de beslissingen van het Instituut te houden, welke bij deze overlegvergaderingen genomen worden.

Art. 7. Een cursus groepeert uitsluitend de cursisten van een zelfde opleidingsjaar.

In afwijking van alinea 1 kunnen de in een zelfde sectie ingeschreven cursisten, mits gunstige beslissing van het Instituut, in een zelfde cursus gegroepeerd worden, op voorwaarde dat :

1° deze maatregel het onderwijzen van de leerstof niet benadeelt;

2° het aantal cursussen, welk door artikel 2, alinea 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de schoolplicht vereist wordt, nageleefd wordt;

3° de betrokken cursus op een in art. 4, 1° bedoeld beroep betrekking heeft.

Art. 8. Vóór elke cursuserkenning wordt er een proeftijd van maximum zes weken opgelegd. Behalve een door het Instituut toegekende afwijking eindigt deze periode op 31 oktober op zijn laatst. Ze omvat maximaal :

1° hetzij 32 uren cursussen algemene kennis bedoeld in artikel 14 of beheerskennis bedoeld in artikel 40, en 32 uren cursussen beroepskennis bedoeld in dezelfde artikelen;

2° hetzij 64 uren geïntegreerde cursussen bedoeld in de artikelen 14 en 40.

Het Instituut erkent de cursussen, die aan de in hoofdstuk IX vastgelegde voorwaarden inzake effectieven voldoen, binnen de veertien dagen na de in alinea 1 bedoelde proeftijd.

De cursussen worden tot aan het einde van het cursussemester erkend.

In de loop van de maand januari wordt door het Instituut nagegaan of de cursus nog altijd aan de voorwaarden inzake effectieven voldoet.

Wanneer een Centrum een cursus verder organiseert, die niet meer aan deze voorwaarden voldoet, worden de erkenning van de cursus en de betaling van de lesgevers tot aan het einde van het opleidingsjaar behouden;

de forfaitaire toelagen per cursusuur, voorzien in het financieel reglement van het Instituut, worden afgeschaft.

Art. 9. De kandidaat, voor wie geen mondelinge cursus beroepskennis georganiseerd wordt, kan van een pedagogische hulp genieten, welke door het Centrum of door de opleider in het bedrijf, onder de coördinatie van het Instituut, georganiseerd wordt, op voorwaarde dat het aantal cursussen vereist door artikel 2 van de bovenvermelde wet gerespecteerd wordt.

Art. 10. De cursussen worden door lesgevers gegeven, die aan de door het Instituut vastgelegde aanwervingsvoorwaarden voldoen. De erkenning van de lesgever door het Instituut is één van de voorwaarden, waarvan de erkenning van de cursussen afhangt.

Het Instituut kan een beslissing van niet-erkenning van een cursus nemen, wanneer de lesgever (s) van deze cursus het voorwerp is (zijn) van ongunstige verslagen van het Instituut.

Art. 11. Het Instituut kan de basisprogramma's, de daarbij betrokken cursussen en hun organisatie wijzigen, wanneer deze wijzigingen tot doel hebben pedagogische of technische innovaties te bevorderen of zich in opleidingsprogramma's van de Europese Unie of in programma's met een transnationale dimensie te integreren.

Art. 12. De programma's bedoeld in de artikelen 16 en 42 worden zodanig opgesteld dat er een nauwe correlatie bestaat tussen de theoretische en de praktische opleiding.

Art. 13. In functie van de noodzakelijkheid kan het Instituut homogene cursussen en afstandscursussen erkennen.

Een homogene cursus is een cursus algemene kennis bedoeld in art. 14 of beheerskennis bedoeld in art. 40, gevolgd door een groep cursisten, die in opleidingen voor beroepen van een zelfde beroepssector ingeschreven zijn. Het Instituut legt de lijst van deze homogene cursussen vast.

Een afstandscursus is een cursus bestemd voor cursisten, die een programma zonder de voortdurende aanwezigheid van een lesgever volgen, en welke voornamelijk buiten het opleidingscentrum gegeven wordt.

Deze cursussen moeten met de door het Instituut uitgewerkte opleidingsprogramma's overeenstemmen.

TITEL II. — Opleiding in de leertijd

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 14. De cursussen in de leertijd omvatten cursussen algemene vorming, "algemene cursussen" genoemd, en cursussen beroepsopleiding, "beroeps cursussen" genoemd.

Voor bepaalde beroepen, waarvan de lijst door het Instituut vastgelegd wordt, kunnen deze cursussen in één enkele cursus samengebracht worden, "geïntegreerde cursus" genoemd.

De cursussen kunnen, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, met de cursussen bedoeld in de hoofdstukken IV tot VIII van deze titel aangevuld worden.

Art. 15. De cursussen moeten met de door het Instituut uitgewerkte opleidingsprogramma's overeenstemmen.

HOOFDSTUK II. — Programma's

Art. 16. Het programma algemene vorming heeft betrekking op de leerinhouden, die noodzakelijk zijn voor het verwerven van kennis, vaardigheden en attitudes, die de opvoeding en de ontwikkeling van de persoonlijkheid bevorderen.

Het programma beroepsopleiding heeft betrekking op de leerinhouden, die noodzakelijk zijn voor het verwerven van kennis, vaardigheden en attitudes, noodzakelijk voor het uitoefenen van het gekozen beroep, en vult de praktische opleiding in het bedrijf aan.

Het Instituut organiseert zijn programma's met het oog op het aanbieden van overstapmogelijkheden naar andere opleidingssystemen.

Art. 17. Het Instituut kan zijn programma's in verschillende kapitaliseerbare modules splitsen :

1° om eventuele vóór de leertijd verworven kennis te valoriseren;

2° om de beroeps- of schoolsheroëntering te vergemakkelijken.

HOOFDSTUK III. — *Cursisten*

Art. 18. § 1. Worden tot de cursussen toegelaten :

1° de leerling verbonden door een leerovereenkomst, erkend door het Instituut;

2° de cursist die aan volgende voorwaarden voldoet :

a) aan de voltijdse leerplicht hebben voldaan;

b) in een onderneming de praktijk leren van een zelfstandig beroep voorkomend op de lijst van de beroepen die in aanmerking komen voor een leerovereenkomst;

c) aan de voorwaarden voldoen inzake vooropleiding, vereist om een leerovereenkomst in het gekozen beroep te mogen sluiten.

§ 2. De inschrijving voor de cursussen geschiedt tussen 1 augustus en 31 december.

Art. 19. § 1. De cursist bedoeld in artikel 18, § 1, 1° of zijn wettelijke vertegenwoordiger kiest het Centrum of de Centra, waar hij de cursussen zal volgen.

§ 2. Overeenkomstig het globale opleidingsplan bedoeld in artikel 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 of van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het opleidingsplan in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen schrijft het Centrum de cursist voor de gepaste cursussen in.

Wanneer het gaat om een cursist bedoeld in artikel 18 § 1, 1°, informeert het Centrum de leersecretaris en het Instituut van elke na de inschrijving gebeurde wijziging.

De cursussen en de activiteiten georganiseerd in het kader van de opleiding zijn verplicht.

Het Instituut controleert of de cursist de cursussen regelmatig volgt.

Art. 20. Overeenkomstig het principe van de kapitaliseerbare eenheden bedoeld in artikel 17 kan de cursist hetzij de cursussen algemene kennis, hetzij de cursussen beroepskennis, overeenkomstig de door het Instituut vastgelegde voorwaarden en modaliteiten volgen, op voorwaarde dat het aantal cursussen vereist door artikel 2, alinea 2 van de voornoemde wet van 29 juni 1983 nageleefd wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Remediatiecursussen*

Art. 21. In functie van de noodzakelijkheid kan het Instituut remediatie-cursussen erkennen.

Remediatiecursussen hebben tot doel :

1° de leemten aan te vullen, die de cursist in het aanleren van de in het programma voorziene algemene kennis belemmeren, rekening houdend met het leerritme van de cursist;

2° de cursist daarbij te helpen de moeilijkheden te overwinnen, die tijdens de opleiding kunnen voorkomen.

Art. 22. De remediatiecursussen worden overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 35, 37 en 38 van dit besluit en de richtlijnen van het Instituut georganiseerd.

HOOFDSTUK V. — *Taalcursussen*

Art. 23. Het Instituut kan taalcursussen erkennen, die aan een technische of economische noodzaak beantwoorden of in het kader van een uitwisselings-, mobiliteits-, partnerships- of actieprogramma van de Europese Gemeenschap georganiseerd worden.

Onder taal cursus wordt verstaan een cursus basiskennis van een andere taal dan de moedertaal.

Art. 24. De cursist bedoeld in artikel 18 wordt tot de taalcursussen toegelaten.

HOOFDSTUK VI. — *Aanvullende cursussen*

Art. 25. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen kan het Instituut aanvullende cursussen van beroepspraktijk erkennen.

Het Instituut bepaalt de voorwaarden waaraan deze cursussen moeten voldoen om erkend en gesubsidieerd te worden en de beroepen waarvoor ze georganiseerd kunnen worden.

HOOFDSTUK VII. — *Optiecursussen*

Art. 26. In functie van de noodzakelijkheid kan het Instituut optiecursussen erkennen. Het gaat om facultatieve cursussen, die aan specifieke behoeften van pedagogische, economische of technische aard beantwoorden.

Het Instituut bepaalt de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden van deze cursussen, en de beroepen waarvoor ze georganiseerd kunnen worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Opvang-, oriëntatie- en inhaalcurssussen*

Art. 27. In functie van de noodzakelijkheid kan het Instituut opvang-, oriëntatie- en inhaalcurssussen erkennen.

1° Opvangcurssussen hebben tot doel de leerling of kandidaat-leerling over de specificiteit van het opleidingssysteem te informeren, alsook over de doelstellingen en de finaliteit van de opleiding.

2° Oriëntatiecurssussen hebben tot doel de verwachtingen van de leerling of kandidaat-leerling inzake opleiding of beroepskeuze te conceptualiseren. Ze kunnen verschillende vormen aannemen : organisatie van tests, interviews of uitproberen van de beroepssituatie.

3° Inhaalcurssussen hebben tot doel bepaalde leemten aan te vullen tegenover de vooropleiding vereist om de leertijd te beginnen en de kandidaten op het volgen van de cursussen in de leertijd voor te bereiden.

Opvang- en inhaalcurssussen kunnen door het Instituut verplicht worden gemaakt voor de leerling die een eerste leercontract van 3 jaar tijdens het eerste semester van het kalenderjaar gesloten heeft.

Art. 28. Deze inhaalcurssussen worden in verschillende modules gesplitst.

In functie van de vastgestelde leemten bepaalt het Centrum de module(s), die de leerling moet volgen.

Art. 29. Elke module moet door minstens 8 cursisten gevolgd worden.

HOOFDSTUK IX. — *Organisatie van de cursussen*

Art. 30. Om erkend te worden moeten de algemene cursussen door minstens 12 cursisten in de zin van artikel 35 gevolgd worden.

Art. 31. In het geval van het organiseren van een cursussencyclus voor de eerste keer of van een cursussencyclus na een onderbreking van minimum twee jaar is de erkenning van het eerste cursusjaar van het naleven van de volgende voorwaarde afhankelijk :

— 8 cursisten minimum voor de beroeps-, geïntegreerde en taalcurssussen.

Art. 32. In het geval van cursussencycli georganiseerd het jaar daarvoor, is de erkenning van de cursussen van het naleven van de volgende voorwaarden afhankelijk :

1° voor beroeps- of geïntegreerde cursussen : 4 cursisten per jaar minimum;

2° voor taalcurssussen is het minimum aantal cursisten het volgende :

a) 1e jaar : 8

b) 2e jaar : 6

c) 3e jaar : 4

Art. 33. In het geval van cursussen georganiseerd het jaar daarvoor is het mogelijk af te wijken :

1° van de voorwaarden bedoeld in artikel 32, 1° gedurende een maximale periode van één jaar, voor zover elk cursusjaar minstens 4 cursisten telt.

Deze afwijking zou voor dezelfde cyclus slechts opnieuw verleend kunnen worden, na een periode die met de duur van de opleiding overeenkomt.

De bepaling van artikel 31 wordt aan het opleidingsjaar toegepast, welk op het jaar volgt, dat het voorwerp van de afwijking is geweest.

2° van de voorwaarden bedoeld in artikel 32, 1° in het eindjaar.

Deze afwijking zou voor dezelfde cyclus slechts opnieuw verleend kunnen worden, na een periode die met de duur van de opleiding overeenkomt.

De bepaling van artikel 31 wordt aan het opleidingsjaar toegepast, welk op het jaar volgt, dat het voorwerp van de afwijking is geweest.

Art. 34. § 1. Het auditorium voor een zelfde cursusjaar kan gesplitst worden, rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden, overeenkomstig de volgende normen :

1° voor de algemene cursussen georganiseerd door een Centrum, behalve afwijking toegestaan door het Instituut overeenkomstig artikel 5 van dit besluit :

Aantal cursisten	Max. aantal klassen
21	2
21	3
61	4

Wanneer het auditorium meer dan 61 cursisten telt stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 20 bijkomende cursisten.

2° voor de remediatiecurssussen :

Aantal cursisten : 12

Max. aantal klassen : 2

Wanneer het auditorium meer dan 12 cursisten telt stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 8 bijkomende cursisten.

3° voor de beroeps-, geïntegreerde en taalcurssussen :

a) gegeven in normale klassen :

Aantal cursisten : 21

Max. aantal klassen : 2

Wanneer het auditorium meer dan 21 cursisten telt stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 20 bijkomende cursisten.

b) gegeven in atelier-klassen :

Aantal cursisten : 18

Max. aantal klassen : 2

Wanneer het auditorium meer dan 18 cursisten telt stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 17 bijkomende cursisten.

§ 2. De splitsing van auditoria is tot 31 januari toegelaten.

§ 3. Het Instituut kan van de in § 1 bepaalde voorwaarden afwijken door een lager aantal cursisten per klas toe te laten :

1° wanneer het voor een goed pedagogisch verloop van de cursussen vereist wordt;

2° wanneer het praktische demonstratielessen in de beroepscursussen betreft, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten;

3° wanneer het taalcurssussen in een zelfde beroep of beroepsgroep betreft;

4° wanneer het opleidingsprogramma's met optieleerstof betreft.

Art. 35. Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in de artikelen 29 tot 34 wordt rekening gehouden met de cursist, die overeenkomstig de artikelen 18 en 19 ingeschreven is en die minstens één keer op twee op de cursus aanwezig was vanaf de dag waarop hij de cursussen begon te volgen.

Wordt eveneens in aanmerking genomen de cursist afwezig om een geldige reden, overeenkomstig de sociale wetgeving.

Art. 36. Het auditorium van de beroeps cursussen is samengesteld uit cursisten van een zelfde beroep.

In afwijking van alinea 1 kan het Instituut, wanneer het aantal cursisten van een beroep niet voldoende is om een auditorium te vormen, welk aan de in de artikelen 29 en 31 tot 34 bepaalde voorwaarden voldoet, cursussen erkennen voor cursisten van twee of meerdere ("aanverwante") beroepen, die gemeenschappelijke leerstof hebben.

In afwijking van alinea 1 kan het Instituut, wanneer het programma van twee of meerdere beroepen voor een zelfde opleidingsjaar gemeenschappelijke leerstof omvat, cursussen erkennen met een gemeenschappelijk gedeelte en met een voor elk beroep specifiek gedeelte.

Art. 37. § 1. Het aantal uren voor de cursussen algemene kennis en beroepskennis, en de verdeling van deze uren per leerstof en per jaar worden door het Instituut vastgelegd, rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden en met de traditionele organisatie van de cursussen, volgens de volgende normen :

1° cursussen algemene kennis :

a) 1e jaar : 180 uren;

b) 2e en 3e jaar : minimum 120 uren per jaar;

2° cursussen beroepskennis :

a) 1e jaar : 180 uren;

b) 2e en 3e jaar : minimum 120 uren per jaar;

3° geïntegreerde cursussen :

a) 1e jaar : 360 uren;

b) 2e en 3e jaar : minimum 240 uren per jaar;

4° taal cursussen : maximum 32 uren per jaar;

5° remediatie cursussen :

a) in het 1e jaar, maximum 32 uren Frans en 32 uren wiskunde;

b) in het 2e en 3e jaar, maximum 16 uren Frans en 16 uren wiskunde.

§ 2. Het Instituut kan van de bepalingen bedoeld in § 1 afwijken, op grond van de specificiteit en de techniciteitsgraad van het beroep of van de beroepengroep, die het voorwerp van de cursus uitmaken, en van pedagogische noodwendigheden.

§ 3. Voor de programma's van de optie cursussen, aanvullende cursussen, opvang-, oriëntatie- en inhaal cursussen, wordt het aantal uren door het Instituut vastgelegd.

Art. 38. De verplichte cursussen worden overdag georganiseerd en eindigen uiterlijk om 18 uur, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut.

Art. 39. Het Centrum bewaart de gegevens betreffende de schoolplichtige cursisten tot op het afleveren van het getuigschrift.

TITEL III. — Ondernemersopleiding

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 40. De cursussen in de ondernemersopleiding omvatten cursussen beheerskennis, "beheers cursussen" genoemd, en cursussen beroepskennis, "beroeps cursussen" genoemd.

Beheers cursussen en beroeps cursussen kunnen in één enkele cursus samengebracht worden, "geïntegreerde cursus" genoemd. Het Instituut bepaalt de lijst van de beroepen waarvoor geïntegreerde cursussen georganiseerd kunnen worden.

De cursussen kunnen, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, met de cursussen bedoeld in de hoofdstukken IV tot VIII van deze titel aangevuld worden.

Art. 41. De cursussen moeten met de door het Instituut uitgewerkte opleidingsprogramma's overeenstemmen.

HOOFDSTUK II. — Programma's

Art. 42. Het programma beheerskennis heeft betrekking op alle leerinhouden betreffende het beheer van een kleine of middelgrote onderneming: deze leerinhouden kunnen van technische, commerciële, financiële of administratieve aard zijn.

Het programma beroepsopleiding heeft betrekking op de theoretische kennis noodzakelijk voor het uitoefenen van een zelfstandige activiteit en voor het beheer van een KMO in het gekozen beroep. Het vult de beroepspraktijkopleiding aan.

De programma's moeten met de reglementeringen betreffende de uitoefening van de beroepen overeenstemmen.

Art. 43. Het Instituut kan zijn programma's in verschillende kapitaliseerbare modules splitsen :

1° om eventuele vóór de ondernemersopleiding verworven kennis te valoriseren;

2° om de beroeps- of schoolsherooriëntering van de cursist te vergemakkelijken;

3° om de cursist toe te laten zijn opleiding in de tijd te plannen, onder anderen door bepaalde "theoretische" cursussen over een door het Instituut bepaalde duur te spreiden.

HOOFDSTUK III. — *Cursisten*

Art. 44. § 1. Worden tot de cursussen toegelaten, de cursisten die aan de leerplicht voldaan hebben en aan één van de hierna vermelde voorwaarden van vooropleiding voldoen :

- 1° titularis zijn van een getuigschrift van leertijd;
- 2° titularis zijn van het getuigschrift van het lager secundair onderwijs of van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad in de algemene, technische of kunstsectie;
- 3° titularis zijn van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de derde graad in het beroepsonderwijs, en in dat geval, houder zijn van het kwalificatiegetuigschrift;
- 4° titularis zijn van een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor het gedeelte van het examen einde leertijd betreffende de algemene vorming, voor zover de bepalingen van het opleidingsplan dit toelaten. Deze cursisten mogen alleen de cursussen beheerskennis volgen;
- 5° titularis zijn van een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor de proeven algemene en beroepskennis in de leertijd, voor zover de bepalingen van het opleidingsplan dit toelaten. Deze cursisten hebben toegang tot het eerste jaar van de ondernemersopleiding en hebben eerst toegang tot het tweede jaar, nadat ze voor de praktijkproef einde leertijd geslaagd zijn.

§ 2. De titularissen van een vóór 1998 afgeleverd getuigschrift van het lager secundair beroepsonderwijs worden beschouwd als voldoende aan de in § 1 bepaalde toelatingsvoorwaarden.

§ 3. De leerling die voor de proeven algemene kennis niet geslaagd is, wordt tot de ondernemersopleiding niet toegelaten.

§ 4. Het Centrum oordeelt, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten, of er een gunstig gevolg gegeven moet worden aan de wens van de cursist om zich een derde keer voor hetzelfde opleidingsjaar in te schrijven.

Art. 45. Het Instituut organiseert een examen voor de cursisten, die aan geen van de voorwaarden bedoeld in artikel 44 voldoen.

Het Centrum deelt de lijst van deze cursisten aan het Instituut mede.

De toelating tot de cursussen hangt af van het slagen van de cursist voor het examen bedoeld in alinea 1.

Art. 46. Het ondernemingshoofd of de zelfstandige, die op het moment van de inschrijving voor de cursussen gevestigd is, wordt ervan vrijgesteld te voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 44.

Het ondernemingshoofd of de zelfstandige, die zijn beroepsactiviteit gedurende minstens één jaar in de 5 jaar vóór zijn toelating tot de cursussen uitgeoefend heeft, wordt ervan vrijgesteld te voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 44.

Art. 47. De toelating tot de cursussen wordt tot 31 oktober toegelaten, op voorwaarde dat ze tijdens de eerste zes cursusweken gebeurt, behalve :

- 1° in geval van overmacht, beoordeeld door het Centrum, mits akkoord van het Instituut;
- 2° wanneer de cursist een beroep ingediend heeft tegen een beslissing van weigering van inschrijving, die door het Centrum op zijn laatst op 31 oktober medegedeeld moet worden. In dit geval moet het Instituut binnen één maand vanaf het indienen van het beroep uitspraak doen en zowel het Centrum als de betrokkene van zijn beslissing informeren. Na deze termijn wordt de inschrijving als geldig beschouwd.

Art. 48. Mits akkoord van het Instituut kan het Centrum de cursist, die geen stageovereenkomst gesloten heeft, ervan vrijstellen één of meerdere cursussen geheel of gedeeltelijk te volgen, op voorwaarde dat hij een voldoende kennis van de betrokken leerstof bewijst.

Voor de cursist die een stageovereenkomst gesloten heeft, duidt het opleidingsplan de te volgen cursussen aan, overeenkomstig het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 of het besluit van de Waalse regering van 16 juli 1998 betreffende het opleidingsplan in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 49. De Minister kan, op beredeneerd advies of voorstel van het Instituut, de toelatingsvoorwaarden bedoeld in artikel 44 voor bepaalde beroepen of beroepengroepen wijzigen.

In dat geval zijn de artikelen 45 en 46 niet van toepassing.

Art. 50. Volgens het principe van de kapitaliseerbare eenheden bedoeld in artikel 43 kan de cursist hetzij voor de beheerscursussen hetzij voor de beroepscursussen ingeschreven zijn, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door het Instituut.

HOOFDSTUK IV. — *Taalcursussen*

Art. 51. Het Instituut kan de in artikel 23 omschreven taalcursussen erkennen wanneer deze aan pedagogische, technische of economische noodwendigheden beantwoorden of in het kader van een uitwisselings-, mobiliteits-, partnersaats- of actieprogramma van de Europese Gemeenschap georganiseerd worden.

Worden toegelaten tot de cursussen :

- 1° de cursist van de cursussen van de ondernemersopleiding;
- 2° de titularis van een attest waaruit blijkt dat hij voor de cursussen van de ondernemersopleiding geslaagd is of van een diploma van de ondernemersopleiding.
- 3° het gevestigde ondernemingshoofd en zijn naaste medewerkers.

HOOFDSTUK V. — *Aanvullende cursussen*

Art. 52. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen kan het Instituut aanvullende cursussen van beroepspraktijk erkennen.

Het Instituut bepaalt niet alleen de voorwaarden waaraan deze cursussen moeten voldoen om erkend en gesubsidieerd te worden maar ook de beroepen waarvoor deze georganiseerd kunnen worden.

De tot de cursussen van de ondernemersopleiding van bepaalde beroepen toegelaten cursisten kunnen eveneens aan de aanvullende cursussen van beroepspraktijk deelnemen.

HOOFDSTUK VI. — *Optiecursussen*

Art. 53. In functie van de noodzakelijkheid kan het Instituut optiecursussen erkennen. Het gaat om facultatieve beroeps cursussen, die aan specifieke behoeften van pedagogische, economische of technische aard beantwoorden.

Het Instituut bepaalt de erkennings- en subsidiëringsvoorwaarden van deze cursussen, en de beroepen waarvoor ze georganiseerd kunnen worden.

HOOFDSTUK VII. — *Aanpassingscursussen*

Art. 54. In functie van de noodzakelijkheid kan het Instituut aanpassingscursussen erkennen.

Deze cursussen zijn bestemd voor de cursisten van het eerste jaar ondernemersopleiding in beheerskennis of in beroepskennis aangaande de intellectuele dienstverlenende beroepen. Ze hebben tot doel de leemten aan te vullen en de cursist daarbij te helpen assimilatiemoelijkheden te overwinnen.

De aanpassingscursussen kunnen in verschillende modules gesplitst worden, waarvoor de cursist zich in functie van de vastgestelde leemten inschrijft.

Elke module wordt door minstens zes cursisten gevolgd. Deze cursussen worden gelijktijdig met de cursussen van het 1e jaar ondernemersopleiding of vóór deze cursussen georganiseerd.

Art. 55. Het Instituut bepaalt het programma, de inhoud van de aanpassings-cursussen en legt de organisatie-modaliteiten vast.

HOOFDSTUK VIII. — *Vorbereidend jaar*

Art. 56. Het Instituut kan beroeps cursussen erkennen, "vorbereidende cursussen" genoemd, onder anderen voor de kandidaat-stagiairs, voor wie het opleidingsplan een bijkomend jaar voorziet, in toepassing van artikel 4 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende het opleidingsplan in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Vorbereidende cursussen hebben tot doel aan deze kandidaten de beroepskennis te geven, die noodzakelijk is om later de cursussen van de ondernemersopleiding te kunnen volgen.

Art. 57. Het programma van de vorbereidende cursussen wordt door het Instituut uitgewerkt. Het steunt o.a. op de leerinhouden voorzien in de programma's van beroepskennis van het tweede en het derde jaar van de leertijd.

Art. 58. Het Instituut bepaalt de erkennings- en subsidiëringsvoorwaarden, waaraan de vorbereidende cursussen moeten voldoen, alsook de beroepen waarvoor ze georganiseerd kunnen worden. Ze moeten minstens 6 cursisten tellen.

HOOFDSTUK IX. — *Organisatie van de cursussen*

Art. 59. De cursussen van de ondernemersopleiding beginnen tussen 1 september en 15 oktober op zijn laatst, behalve een door het Instituut voorafgaandelijk toegestane afwijking.

Art. 60. Om erkend te worden moeten beheerscursussen minstens 12 cursisten tellen, in de zin van artikel 65.

Art. 61. In het geval van het organiseren van een cursussencyclus voor de eerste keer of van een cursussencyclus na een onderbreking van minimum 2 jaar is de erkenning van het eerste jaar beroeps-, geïntegreerde of taalcursussen van het naleven van de volgende voorwaarde afhankelijk :

— 10 cursisten minimum.

Het Instituut kan van dit aantal afwijken, zonder onder de zes cursisten te mogen gaan.

Art. 62. In het geval van cursussencycli reeds georganiseerd het jaar daarvoor, is de erkenning van de cursussen van het naleven van de volgende voorwaarden afhankelijk :

1° Beroeps cursussen en geïntegreerde cursussen met een duur van 2 jaar :

— 1e jaar : 8 cursisten minimum;

— 2e jaar : 4 cursisten minimum.

Wanneer de voormelde effectieven niet bereikt zijn kunnen afzonderlijke jaren behouden worden, op voorwaarde dat het globale effectief van deze twee jaren bereikt wordt, met een minimum van 6 cursisten in het eerste jaar.

2° Beroeps cursussen en geïntegreerde cursussen met een duur van 3 jaar :

— 1e jaar : 10 cursisten minimum;

— 2e jaar : 6 cursisten minimum;

— 3e jaar : 4 cursisten minimum.

Wanneer de voormelde effectieven niet bereikt zijn kunnen afzonderlijke jaren behouden worden, op voorwaarde dat het globale effectief van deze jaren bereikt wordt, met een minimum van 9 cursisten in het eerste jaar en van 4 in het tweede en het derde jaar.

3° Voor een cyclus van één jaar wordt de cursus erkend, op voorwaarde dat er minstens 8 cursisten zijn.

4° Taalcursussen

- 1e jaar : 8 cursisten minimum;
- 2e jaar : 6 cursisten minimum;
- 3e jaar : 6 cursisten minimum.

Art. 63. In het geval van cursussen georganiseerd het jaar daarvoor is het mogelijk af te wijken :

1° van de voorwaarden bedoeld in artikel 62, voor een maximum duur van één jaar, voor zover elk cursusjaar minstens 4 cursisten telt.

Deze afwijking kan voor dezelfde cyclus slechts opnieuw verleend worden na een periode die met de duur van de opleiding overeenkomt.

2° van de voorwaarden bedoeld in artikel 62 in het eindjaar.

Deze afwijking kan voor dezelfde cyclus slechts opnieuw verleend worden na een periode die met de duur van de opleiding overeenkomt.

De bepaling van artikel 61 wordt aan het opleidingsjaar toegepast, welk op het jaar volgt, dat het voorwerp van de afwijking is geweest.

Art. 64. § 1. Het auditorium van een zelfde cursusjaar kan gesplitst worden, rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden, overeenkomstig de volgende normen :

1° Cursussen bedrijfsbeheer georganiseerd door een Centrum, welke lokalisatie zij ook hebben, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut, overeenkomstig artikel 5 van dit besluit :

Aantal cursisten 1ste jaar bedrijfsbeheer en 2de jaar bedrijfsbeheer homogene cursussen	2de jaar bedrijfsbeheer	Max. aantal klassen
21	31	2
41	56	3
61	81	4

Wanneer het auditorium van het 1ste jaar bedrijfsbeheer of van het 2de jaar bedrijfsbeheer homogene cursussen meer dan 61 cursisten telt, stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 20 bijkomende cursisten.

Wanneer het auditorium van het 2de jaar bedrijfsbeheer meer dan 81 cursisten telt, stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 25 bijkomende cursisten.

2° Cursussen beroepskennis, geïntegreerde cursussen, taalcursussen

a) gegeven in normale klassen :

Aantal cursisten : 21

Max. aantal klassen : 2

Wanneer het auditorium meer dan 21 cursisten telt, stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 20 bijkomende cursisten.

b) uitsluitend gegeven in atelier-klassen :

Aantal cursisten : 18

Max. aantal klassen : 2

Wanneer het auditorium meer dan 18 cursisten telt, stijgt het aantal klassen met één eenheid per groep van 17 bijkomende cursisten.

§ 2. De splitsing van de auditoria is toegelaten tot aan het einde van de proeftijd bedoeld in artikel 8, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut.

§ 3. Het Instituut kan van § 1 afwijken, door een lager aantal cursisten per klas toe te laten :

1° wanneer het beroeps- of geïntegreerde cursussen betreft, waarvan de cursisten een stageovereenkomst gesloten hebben;

2° wanneer het voor een goed pedagogisch verloop van de cursussen vereist wordt;

3° wanneer het praktische demonstratielessen in de beroepscursussen betreft, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden en modaliteiten;

4° wanneer het taalcursussen in een zelfde beroep of beroepsgroep betreft;

5° wanneer het opleidingsprogramma's met optieleerstof betreft.

Art. 65. Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in de artikelen 54, 58 en 60 tot 64 wordt rekening gehouden met de cursist, die overeenkomstig de artikelen 44 tot 47 en 49 regelmatig ingeschreven is en die minstens één keer op twee op de cursus aanwezig was vanaf de dag waarop hij de cursussen begon te volgen.

Wordt eveneens in aanmerking genomen de cursist afwezig om een geldige reden, overeenkomstig de sociale wetgeving.

Art. 66. Het auditorium van de beroepscursussen is samengesteld uit cursisten van een zelfde beroep.

In afwijking van alinea 1 kan het Instituut, wanneer het aantal cursisten van een beroep niet voldoende is om een auditorium te vormen, welk aan de in de artikelen 61 tot 64 bepaalde voorwaarden voldoet, cursussen erkennen voor de cursisten van twee of meerdere ("aanverwante") beroepen, die gemeenschappelijke leerstof hebben.

In afwijking van alinea 1 kan het Instituut, wanneer het programma van twee of meerdere beroepen voor een zelfde opleidingsjaar gemeenschappelijke leerstof omvat, cursussen erkennen met een gemeenschappelijk gedeelte en met een voor elk beroep specifiek gedeelte.

Art. 67. § 1. Het aantal uren voor de cursussen beheerskennis en beroepskennis, en de verdeling van deze uren per leerstof en per jaar worden door het Instituut vastgelegd, rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden en met de traditionele organisatie van de cursussen, volgens de volgende normen :

- 1° Cursussen beheerskennis
 - a) 1e jaar : 128 uren;
 - b) 2e jaar : 128 uren;
- 2° Cursussen beroepskennis : 128 uren per jaar;
- 3° Geïntegreerde cursussen : 256 uren per jaar;
- 4° Taalcursussen : max. 96 uren per jaar.

§ 2. Het Instituut kan van de bepalingen bedoeld in § 1 afwijken, op grond van de specificiteit en de technicietsgraad van het beroep of van de beroepengroep, die het voorwerp van de cursus uitmaken, en van pedagogische noodwendigheden.

§ 3. Een ondernemersopleiding van één jaar is eveneens mogelijk.

§ 4. Voor de programma's van de optiecursussen, aanvullende cursussen, aanpassingscursussen en van het voorbereidend jaar wordt het aantal uren door het Instituut vastgelegd.

HOOFDSTUK X. — *Organisatie van versnelde cursussen*

Art. 68. § 1. In functie van de in § 2 omschreven noodwendigheden kan het Instituut versnelde cursussen in bedrijfsbeheer en voor intellectuele dienstverlenende beroepen organiseren.

Ze steunen op de programma's bedoeld in artikel 42.

§ 2. Versnelde cursussen moeten aan noodwendigheden van pedagogische, technische, economische of legislatieve aard beantwoorden.

§ 3. Wanneer ze van opleidingen deel uitmaken, waarvoor de praktijk door de cursussen zelf voldoende aangeleerd wordt en onder anderen wanneer ze in opleidingsprogramma's van de Europese Gemeenschap geïntegreerd worden, kunnen beroepscursussen mits akkoord van het Instituut, onder de vorm van versnelde cursussen gegeven worden.

§ 4. Cursisten, die een voor het uitoefenen van een gereguleerd beroep vereiste voorafgaande beroepspraktijk kunnen bewijzen, worden tot deze versnelde cursussen toegelaten.

Art. 69. Versnelde cursussen worden over een periode van drie maanden minimum georganiseerd. Het aantal uren per programma mag niet lager zijn dan het in artikel 67 bepaalde aantal.

Art. 70. De cursist ingeschreven voor een versnelde opleiding, die in toepassing van artikel 68 georganiseerd wordt, moet aan de toelatingsvoorwaarden bedoeld in artikel 44 voldoen.

Art. 71. Bij het starten van een versnelde opleiding moet het Centrum het lessenuurrooster onmiddellijk aan het Instituut overmaken.

Om erkend te worden moeten versnelde cursussen aan de in de artikelen 60 tot 64 bepaalde voorwaarden voldoen.

Indien het effectief na 8 lesuren niet bereikt wordt, wordt er een einde gemaakt aan deze opleiding.

In afwijking van alinea 1, kan het Instituut van deze voorwaarden afwijken, wanneer het opleidingen betreft die in toepassing van artikel 68 § 3 georganiseerd worden.

Art. 72. Er wordt een proeftijd voorzien, die de eerste 28 cursussen dekt. Een cursist kan na deze proeftijd niet meer toegelaten worden.

Art. 73. Het auditorium dat een zittijd versnelde cursussen volgt, kan volgens de normen bedoeld in artikel 64 gesplitst worden. Deze splitsing kan na de proeftijd bedoeld in artikel 72 niet meer gebeuren.

Art. 74. Na de proeftijd bedoeld in artikel 72 worden versnelde cursussen voor hun volledige duur erkend. De erkenning gebeurt binnen de week na de proeftijd.

Art. 75. Voor de toepassing van de in de artikelen 71 en 73 bedoelde bepalingen wordt rekening gehouden met de regelmatig ingeschreven cursisten, die ten minste tweemaal op drie aanwezig geweest zijn tijdens de proeftijd bedoeld in artikel 72, vanaf de dag waar de cursussen begonnen zijn.

Art. 76. Versnelde cursussen bedrijfsbeheer worden met tussentijden van vier weken georganiseerd.

Art. 77. Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 73 kunnen cursisten, die versnelde cursussen volgen, met de cursisten bedoeld in artikel 64 niet geglobaliseerd worden.

TITEL IV. — *Slotbepalingen*

Art. 78. Het Instituut bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit besluit.

Art. 79. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 1991 betreffende de cursussen voor opleiding in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 80. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 81. Het Lid van het College, tot wiens bevoegdheid de beroeps- en permanente vorming voor de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2000.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse